

SNTRS



**CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED-INRETS-
INRP**

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : snrscgt@vjf.cnrs.fr - - Site web : <http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr>

Numéro 263 du 1^{er} juillet 2011

Communiqué du SNTRS-CGT

Un ministre antisocial décomplexé à la tête du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Le dernier remaniement ministériel a permis à Valérie Pécresse de quitter le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui visiblement ne lui suffisait plus pour ses ambitions politiques. Son successeur Laurent Wauquiez, jeune loup aux dents longues, s'est surtout illustré par ses dernières déclarations antisociales. Les bénéficiaires du RSA seraient selon lui, des assistés auxquels il faudrait imposer 5 heures hebdomadaires de travail obligatoire, feignant d'oublier que beaucoup de travailleurs pauvres, notamment des mères seules avec enfants travaillant à temps partiel, touchent le RSA. Les pauvres seraient donc responsables de leur malheur !

Son arrivée rue Descartes ne changera rien, lui même déclare s'inscrire dans la continuité. Pourtant, il a déjà fait la preuve que dans notre secteur aussi, il pouvait apporter sa contribution personnelle à la politique antisociale de ce gouvernement. Supprimer les bourses étudiantes pour les remplacer par des allocations d'études remboursables, n'est-ce pas un bon moyen de remplir un peu plus les poches des banquiers et d'endetter les étudiants les moins aisés pour des décennies ? Diminuer les enseignements supposés trop théoriques pour atteindre 20 % de formations en alternance dans l'Enseignement Supérieur, quelle bonne idée pour accentuer le contrôle du patronat sur la formation des futurs diplômés et par la même occasion leur fournir une main-d'œuvre sous-payée, voire pas du tout rémunérée.

De nombreux dossiers sont en souffrance au Ministère ; notamment pour ce qui concerne la situation des personnels, les réformes statutaires et la résorption de la précarité.

Faudra-t-il lui remettre une nouvelle fois les milliers de pétitions contre la RGPP pour relancer un dialogue social devenu inexistant ?

Face à la valse des ministres, le SNTRS-CGT maintient ses revendications. Plus que jamais, nous devons exiger des créations d'emplois pour résorber la précarité et satisfaire aux besoins de la recherche. Il faut abroger la LRU et redonner leur place légitime aux organismes nationaux de Recherche. La politique d'appel d'offres et de mise en concurrence systématique doit être abandonnée au profit d'un retour à un financement pérenne des laboratoires.

Villejuif, le 1^{er} juillet 2011